

# MASTER 2 DROIT PRIVE / DROIT DES ACTIVITES NUMERIQUES ET TIERS DE CONFIANCE

• MASTER 2 DROIT PRIVE / DROIT DES ACTIVITES NUMERIQUES ET TIERS DE CONFIANCE

**Le Master 2 mention droit privé, parcours « Droit des activités numériques et tiers de confiance » permet aux étudiant.es de devenir des juristes qualifiés, qui maîtrisent les aspects technologiques indispensables à leur profession.**

## Présentation

Le Master 2 mention droit privé, parcours « Droit des activités numériques et tiers de confiance » permet aux étudiant.es de devenir des juristes qualifiés, qui maîtrisent les aspects technologiques indispensables à leur profession. Des professionnelles et professionnels interviendront afin de partager leur expérience pratique et de présenter les outils qu'ils utilisent au quotidien.

L'année de Master 2 est ouverte à l'alternance pour permettre aux étudiant.es de compléter leur cursus par une application pratique des connaissances acquises au cours du Master. Les étudiant.es qui ne seront pas en alternance auront la possibilité de réaliser un stage ou de rédiger un mémoire.

L'objectif étant que les étudiant.es acquièrent des bases théoriques solides tout en ayant une vision pratique, afin de leur permettre une insertion professionnelle rapide.

## Candidature

### Modalités de candidature

Les candidatures sont à déposer sur la plateforme [eCandidat](#) selon le [calendrier de candidature](#)

- pour les étudiant.es non inscrit.es à l'Université Lumière Lyon 2
- pour les étudiant.es inscrit.es à l'Université Lumière Lyon 2
- pour les candidat.es de l'Union Européenne, de l'Espace Économique Européen ou de la Suisse (dossier de "Demande d'accès" via eCandidat)
- pour les étudiant.es non européen.nes qui résident en France ou dans un pays non équipé de Campus France (dossier de "Demande d'accès" via eCandidat)

## Infos clés et site web

### Lieu de la formation

- Campus Berges du Rhône (BDR)

### Public

### Niveau(x) de recrutement

- BAC+4

### Public ciblé

Étudiantes et étudiants du Master 1 Droit privé, parcours « Droit des activités numériques et tiers de confiance ». Après examen par la Commission pédagogique, examen des candidatures d'étudiantes et

### Discipline(s)

- Droit public Droit privé

### Responsable(s) de la formation

[Marie Dochy](#) et Stéphane Gasch

### Contact secrétariat

[Annie JUSTIN](#)  
Tél : +33 4 78 69 72 72

### Coût de la formation

Le montant d'inscription à l'Université Lumière Lyon 2 est composé des droits d'inscription nationaux, plus

Pour les étudiant.es non européen.nes qui résident dans un pays équipé de Campus France : la procédure CEF/Campus France est en ligne sur le site Campus France de votre pays

la contribution Vie Etudiante et de Campus (CVEC). Plus d'informations sur cette [page](#).

## Et après ?

### Niveau de sortie

- Master

### Activités visées / compétences attestées

Le Master « Droit des activités numériques et tiers de confiance » permet aux étudiantes et étudiants d'acquérir des bases théoriques solides tout en ayant connaissance des dernières évolutions dans les matières abordées.

Les étudiantes et étudiants qui sortent de ce Master auront la capacité de comprendre et d'analyser l'ensemble des aspects juridiques liés aux nouvelles technologies. Ils seront capables de résoudre les difficultés soulevées par l'application des nouvelles technologies, dans des domaines très divers, et d'apporter des solutions aux entreprises. Ils pourront également apporter des conseils en matière d'innovation technologique.

### Insertion professionnelle

Le Master « Droit des activités numériques et tiers de confiance » a pour objectif de permettre aux étudiantes et étudiants de devenir des juristes qualifiés, qui maîtrisent les aspects technologiques indispensables à leur profession.

Les débouchés sont alors nombreux, puisque tout juriste est désormais concerné par les aspects numériques de sa profession (avocat ou magistrat par exemple). Les étudiantes et étudiants pourront notamment s'insérer dans le monde des entreprises qui travaillent actuellement autour des questions numériques (contrat, signature, archivage, facturation, assurance...). Lorsqu'il a acquis son diplôme, l'étudiant peut ainsi devenir délégué à la protection des données, juriste d'entreprise, responsable juridique, ou encore chargé de mission pour les nouvelles technologies, principalement dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur public.